

Résumé de la thèse

Le socialisme au travail. Albert Thomas (1878-1932)

Cette thèse consiste en une biographie politique d'Albert Thomas (1878-1932), militant, maire et député socialiste français, sous-secrétaire d'État puis ministre de l'Armement pendant la Première Guerre mondiale et enfin premier directeur du Bureau international du Travail (BIT) à partir de 1919.

Ce travail part du constat de l'absence d'une étude globale et actualisée sur le parcours de cet acteur majeur de l'histoire politique, économique et sociale de la Belle Époque à l'entre-deux-guerres. Il s'appuie sur une abondante documentation, principalement conservée aux Archives nationales à Pierrefitte-sur-Seine et aux Archives historiques de l'Organisation internationale du Travail (OIT) à Genève. L'approche adoptée se situe au carrefour de trois champs historiographiques : l'histoire politique des élites républicaines, l'histoire sociale du travail, en particulier en contexte de guerre et l'histoire des organisations internationales.

La démonstration se focalise en particulier sur le parcours d'Albert Thomas au sein du socialisme français et international. Elle souligne que ce leader d'un courant réformiste ouvertement assumé inaugure une voie social-démocrate à la française contrariée par le cours des événements de la Première Guerre mondiale et de la révolution russe d'octobre 1917. La légende noire du « ministre des obus » a longtemps déconsidéré sa participation à l'Union sacrée comme un « passé qui ne passe pas » de la gauche française et empêché l'écriture d'une histoire dépassionnée des ressorts d'une expérience ministérielle au cœur de la politique de mobilisation économique et sociale de la France en guerre.

Cette thèse interroge la carrière politique d'un acteur, pris entre patriotisme républicain et internationalisme socialiste, à l'épreuve de la guerre et de la recomposition de sa famille politique. Explorer les interactions entre les échelles locale, nationale et internationale de l'activité politique d'Albert Thomas permet de remettre en cause l'idée que le départ pour le Bureau international du Travail entérine son retrait définitif de la vie politique nationale et sa marginalisation au sein des réseaux socialistes.

Ce travail étudie enfin la pluri-appartenance d'un acteur qui se trouve au croisement de divers milieux et de multiples engagements politiques, associatifs et syndicaux. Par l'étude des réseaux, en particulier socialistes, sur lesquels il s'appuie pour faire fonctionner le BIT, secrétariat de l'OIT créée après-guerre pour préserver la paix par la justice sociale, ce travail souligne les circulations entre l'internationalisme libéral de la réforme sociale et l'internationalisme socialiste qu'incarne le parcours de ce réformateur-réformiste.

La thèse suit un plan chronologique qui intègre ces problématiques transversales. La première partie intitulée du « socialisme au réformisme » interroge la formation de l'identité politique d'un militant puis élu socialiste au tournant des XIX^e et XX^e siècles. Cette partie souligne qu'Albert Thomas s'est imposé comme une personnalité importante du socialisme de la Belle Époque. Issu d'une famille de tradition républicaine, il est venu très jeune au socialisme et cet engagement s'est consolidé au sein de l'ENS de la rue d'Ulm où il a rencontré ses maîtres mais aussi ses futurs collaborateurs politiques. Cette partie reconstitue la structuration progressive d'une pensée réformatrice mais aussi la pratique politique du maire de Champigny-sur-Marne et député de la Seine. Représentant d'un vigoureux mouvement municipaliste, dans l'active fédération socialiste de la Seine, chef de file d'un courant réformatrice qui allie doctrine et pratique politique multiscalair, expert reconnu des questions économiques et sociales au parlement, l'activité de Thomas se déploie dans divers champs qui constituent autant de lieux d'acculturation avec les rouages politiques de la III^e République. Cette partie explore en particulier l'action politique de ce député-maire et expert de parti. Des archives – rares pour l'époque – ont ainsi permis de brosser le portrait d'un socialiste en campagne électorale pour la députation mais aussi d'entrer dans la « boîte noire » du travail parlementaire quotidien d'Albert Thomas, homme de dossier plus que grand orateur.

La deuxième partie de la thèse interroge enfin l'exercice des responsabilités ministérielles à l'épreuve de la guerre et le parcours du socialiste de 1914 jusqu'à la sortie de guerre en 1920. Thomas, véritable organisateur placé au service de la Défense nationale, met en œuvre une politique de production et d'encadrement social en tant que sous-secrétaire d'État à l'artillerie et aux munitions puis ministre de l'Armement, entre 1915 et 1917. Son parcours le place incontestablement à la croisée de l'histoire du mouvement ouvrier et socialiste international et de l'élaboration d'une politique publique en temps de guerre. Il souligne les évolutions plus globales de la société en guerre ; les mondes ouvriers sont ainsi entraînés massivement dans cette mobilisation économique et les milieux syndicaux constituent un appui, toutefois ambivalent, à la politique de concertation sociale et d'arbitrage mise en place par les services de l'Armement. Par les bouleversements qu'elle entraîne dans l'économie et la société, la guerre consacre la rencontre entre l'État, les syndicats et le patronat, engagés côte à côte – mais pas toujours main dans la main – dans la mobilisation économique du pays. La politique sociale et de production mise en œuvre sous l'égide de Thomas est l'une des manifestations les plus nettes du développement de cette gestion tripartite des affaires sociales, déjà initiée par Alexandre Millerand puis consacrée à l'échelle internationale par l'OIT. Le ministre socialiste se fait ainsi

le passeur entre ces expériences sociales et en assure la pérennité du fait de son volontarisme politique et de sa capacité à mobiliser autour de lui ces réseaux tripartites.

La guerre consacre par ailleurs la mue du militant en véritable homme d'État, à l'aise dans les relations industrielles mais aussi dans les arcanes diplomatiques interalliées. Soucieux de développer une diplomatie active, directe et parfois officieuse avec la Russie qui est l'objet de toute son attention, il imprime déjà son style aux relations internationales, qu'il aura tout loisir de déployer depuis Genève à partir de 1919. L'expérience révolutionnaire russe constitue d'ailleurs un catalyseur des tensions, déjà latentes au sein du socialisme français et international. L'opposition constante de Thomas aux idées bolchéviques et à l'affirmation d'un pacifisme intégral qui gagne les rangs des militants français fait de lui le plus antibolchévique des socialistes français, honni par une partie des militants qui n'hésitent pas à lui faire savoir par des lettres sans détour. Pour une partie des militants socialistes, les choix d'Albert Thomas symbolisent une rupture impardonnable avec les principes de l'idéal prolétarien internationaliste et révolutionnaire. L'étude de son rôle dans les tentatives plus ou moins couronnées de succès de reconstruction de l'Internationale après 1918 montre sa marginalisation croissante au sein de la SFIO, très nette lors du congrès de Tours et fruit des fortes tensions socialistes héritées du temps de guerre. Cette marginalisation dans les cercles militants ne signifie cependant pas une baisse d'influence dans la vie politique du pays. Hors du gouvernement à partir de 1917, Thomas renoue avec l'action parlementaire fondée sur l'expertise sociale. Retrouvant son rôle d'intellectuel-expert, il s'implique dans diverses commissions économiques et sociales spécialisées dans les questions relatives au travail, au chômage et à la reconversion de l'économie du pays en guerre en économie de paix. Thomas est enfin très présent dans les débats politiques relatifs au Traité de Paix, même s'il est à l'écart du processus politique qui conduit à la création de l'OIT, en vertu de la partie XIII du Traité de Versailles signé le 28 juin 1919.

La dernière partie étudie enfin l'action réformatrice internationale d'un homme qui se trouve dans l'antichambre du « parlement mondial du travail ». Elle étudie le style politique du premier directeur du BIT, de 1919 à sa mort en 1932, entre tradition gouvernementale française, persistance d'un *ethos* militant dans la quête de la justice sociale et nécessité de créer une fonction publique internationale efficace. Cette partie interroge en particulier les relations entre l'OIT et la France par le prisme des réseaux socialistes français qui gravitent autour du BIT dans le sillage d'Albert Thomas. La thèse montre ainsi que la part importante des fonctionnaires socialistes engagés au BIT participe de l'importation d'une culture militante au sein de la fonction publique internationale naissante. Alors que l'internationalisme socialiste peine à se

reconstruire dans l'immédiat après-guerre, ces socialistes modérés et peu réceptifs à la « grande lueur à l'Est » ouverte en 1917, trouvent au contraire dans la petite lueur helvète autour de Thomas un moyen de répondre à la relative marginalisation dont le courant réformiste est l'objet au sein de leur famille politique après-guerre. L'attachement à une forme d'internationalisme – qui est au cœur du projet socialiste – n'est pas étranger à leur engagement à Genève. Ils abordent ainsi leur mission à l'OIT comme la conséquence de leur engagement militant d'hier et avec un esprit missionnaire que Thomas cherche à diffuser à l'ensemble de ses collaborateurs, non sans rencontrer certaines réticences. L'action réformatrice internationale à l'OIT peut enfin être vue comme la perpétuation par d'autres moyens du projet politique réformiste esquissé par Albert Thomas depuis le début du siècle. Dialogue social tripartite, démocratie industrielle, rationalisation du travail et organisation des échanges dans le cadre d'une économie désormais organisée à l'échelle mondiale, tels sont les moyens préconisés par le BIT pour réaliser une paix fondée sur le progrès social et économique. En cela, cette partie montre qu'Albert Thomas incarne bien une forme internationale de social-démocratie dont la Genève de l'entre-deux-guerres fut le berceau.

Adeline Blaszkiewicz-Maison